

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/205133]

12 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 relatif, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, les articles 4, § 3, 5, alinéa 2, et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 pris en application du décret 14 décembre 2006 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 56.054/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 mai 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, ayant dans ses attributions la simplification administrative et l'e-Gouvernement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « autorité publique » : les autorités visées à l'article 2, 1^o, du décret;

2^o « décret » : le décret du 27 mars 2014 relatif, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes;

3^o « signature électronique » : la signature électronique définie à l'article 2, 1^o, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification;

4^o « signature électronique qualifiée » : une signature électronique avancée, définie à l'article 2, 2^o, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, réalisée sur la base d'un certificat qualifié visé à l'article 2, 4^o, de la loi et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique, au sens de l'article 2, 7^o, de la loi;

5^o « formulaire » : tout document structuré, utilisé dans le cadre d'une procédure, au moyen duquel un usager externe aux autorités publiques adresse des demandes ou échange des informations avec ces dernières;

6^o « formulaire électronique » : version électronique d'un formulaire;

7^o « données de journalisation » : toutes données techniques de connexion ou de trafic enregistrées par les serveurs informatiques des autorités publiques.

Art. 2. Un formulaire électronique complété, validé et transmis, avec ses éventuelles annexes, conformément aux indications qui y figurent, est assimilé au formulaire papier portant le même intitulé, complété, signé et transmis, avec ses éventuelles annexes, à l'autorité publique concernée, conformément aux dispositions décrétales et réglementaires.

Art. 3. L'exigence d'écrit, de support papier ou de support durable est satisfaite par tout instrument permettant à l'autorité publique ou à l'utilisateur de stocker des informations qui lui sont adressées d'une manière permettant de s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées.

Art. 4. Lorsqu'une ou plusieurs signatures ou paraphe(s) sont requis pour assurer la validation d'un formulaire, d'une pièce qui s'y rattache ou de tout autre document requis dans le cadre d'une communication par voie électronique, cette exigence est remplie par l'utilisation d'une signature électronique qualifiée ou par tout autre procédé de signature électronique, reconnu et validé par l'autorité publique, garantissant l'authenticité de l'origine, l'adhésion au contenu de l'acte et le maintien de l'intégrité des informations que le document contient.

Art. 5. § 1^{er}. Moyennant le respect des autres modalités d'envoi prévues pour chaque formulaire électronique, un formulaire peut être valablement envoyé par voie électronique, et ce malgré l'exigence d'envoi postal à une adresse déterminée.

Lorsqu'il est imposé la transmission au demandeur d'un accusé d'enregistrement, l'accusé ainsi que les données de journalisation détenues par les autorités publiques font foi, jusqu'à preuve du contraire, de la réception technique du formulaire et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que du moment de la réception et des données transmises.

§ 2. Sous réserve du droit de chaque service administratif relevant de l'autorité publique d'exiger, si nécessaire et avant toute prise de décision, la remise par le demandeur de la pièce originale au format papier, les pièces justificatives qui accompagnent un formulaire électronique peuvent être remises sous forme électronique.

A défaut de pouvoir remettre une pièce électronique ayant valeur d'original reconnue et validée par l'autorité publique, le demandeur est autorisé à remettre une version électronique constituant une copie de la pièce originale.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le demandeur accompagne cette version électronique d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en possession de la pièce originale qu'il conserve à la disposition des autorités publiques.

Art. 6. L'exigence d'un envoi recommandé est satisfaite par tout procédé de recommandé électronique qui respecte les conditions établies par le Ministre ayant dans ses attributions l'e-Gouvernement.

Art. 7. L'exigence de la mention « lu et approuvé » ou de toute autre mention manuscrite, qui permet d'attirer l'attention de celui qui s'oblige, en authentifiant l'origine de la marque manuscrite et en préservant l'intégrité de l'information, est satisfaite par tout procédé reconnu et validé par l'autorité publique garantissant que l'attention de celui qui s'oblige a été attirée avec la même efficacité sur la portée de son engagement.

Art. 8. L'exigence de sceau ou de cachet se rapportant à une pièce administrative est satisfaite par l'utilisation d'une signature électronique conforme à l'article 4, et sous contrôle soit de la personne morale titulaire du sceau, soit d'une personne susceptible d'engager la personne morale.

Art. 9. L'exigence d'envoi en plusieurs exemplaires est satisfaite dès que les documents ont été transmis par voie électronique moyennant le respect des modalités d'envoi prévues pour la communication du document par l'autorité publique, et pour autant que le procédé utilisé permette la conservation des informations figurant dans le document dans le respect des fonctions d'intégrité et de pérennité, tout en permettant à chacune des parties d'y avoir accès et de les reproduire à l'identique.

Art. 10. Une autorité publique est habilitée à communiquer exclusivement par voie électronique avec un usager en ce qui concerne des communications spécifiques et clairement identifiées, si cet usager a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir uniquement des communications par voie électronique.

L'autorité publique veille à fournir une information claire et compréhensible concernant le droit de s'opposer, pour l'avenir, à communiquer par voie électronique.

Art. 11. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2014.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 pris en application du décret du 14 décembre 2006 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est abrogé.

Art. 13. Le Ministre ayant l'e-Gouvernement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juin 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/205133]

12 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, de artikelen 4, § 3, 5, tweede lid, en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot toepassing van het decreet van 14 december 2006 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van het Waalse Gewest voor de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet geregeld worden;

Gelet op advies nr. 56.054/2 van de Raad van State, gegeven op 7 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Président bevoegd voor de administratieve vereenvoudiging en de e-Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "openbare overheid" : de overheden bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet;

2° "decreet" : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet;

3° "elektronische handtekening" : de elektronische handtekening omschreven in artikel 2, 1°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatie diensten;

4° "geavanceerde elektronische handtekening" : de geavanceerde elektronische handtekening bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie diensten, tot stand gebracht op grond van een gekwalificeerd certificaat bedoeld in artikel 2, 4°, van die wet en ontwikkeld d.m.v. een veilig middel voor het aanmaken van een elektronische handtekening in de zin van artikel 2, 7°, van die wet;

5° "formulier" : elk gestructureerd document dat in het kader van een procedure gebruikt wordt en waarmee een gebruiker aanvragen richt aan de openbare overheden of informatie met hen uitwisselt;

6° "elektronisch formulier" : elektronische versie van een papieren formulier;

7° "geprotocolleerde gegevens" : alle technische connectie- of trafiegegevens geregistreerd door de informatica-servers van de openbare overheden.

Art. 2. Een elektronisch formulier ingevuld, gevalideerd en met eventuele bijlagen overgemaakt overeenkomstig de daarin opgenomen aanwijzingen, wordt gelijkgesteld met het papieren formulier dat hetzelfde opschrift draagt en dat overeenkomstig de decretale en reglementaire bepalingen ingevuld, getekend en met eventuele bijlagen overgemaakt wordt aan de betrokken openbare overheid.

Art. 3. De vereiste van een geschrift, van een papieren of duurzame drager wordt vervuld door ieder hulpmiddel dat de openbare overheid of de gebruiker in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is aangepast aan het doel waarvoor de informatie is bestemd, en die een ongewijzigde weergave van de opgeslagen informatie mogelijk maakt.

Art. 4. Indien één of meer handtekeningen of parafen vereist worden voor de validatie van een formulier of van een stuk dat er bij gevoegd is, of van elk ander document vereist in het kader van een communicatie via elektronische weg, wordt aan die vereiste voldaan door gebruik te maken van een gekwalificeerde elektronische handtekening of van elk andere techniek van elektronische handtekening, erkend en gevalideerd door de openbare overheid, die de authenticiteit van de herkomst, de toetreding tot de inhoud van de akte en het behoud van de integriteit van de inhoud van elk document waarborgen.

Art. 5. § 1. Mits naleving van de andere verzendingsmodaliteiten waarin voor elk elektronisch formulier voorzien wordt, kan een formulier rechtsgeldig verzonden worden langs de elektronische weg ondanks de vereiste inzake postverzending naar een welbepaald adres.

Wanneer de aanvrager een bericht van registratie moet overmaken, gelden het bericht alsook de geprotocolleerde gegevens waarover de openbare overheden beschikken als bewijs van de technische ontvangst van het formulier en de bijgevoegde stukken, alsook van het tijdstip van ontvangst, en van de overgemaakte stukken, behoudens tegenbewijs.

§ 2. Onverminderd het recht van elke administratieve dienst die onder de openbare overheid valt om desnoods en vóór elke besluitvorming te eisen dat de aanvrager het originele stuk op papier overmaakt, mogen de bij een elektronisch formulier gevoegde bewijsstukken elektronisch overgemaakt worden.

Indien het niet mogelijk is om een elektronisch stuk erkend en gevalideerd door de openbare overheid over te maken dat de waarde van het originele heeft, mag de aanvrager een elektronische versie overmaken die een afschrift van het originele stuk is.

In het geval bedoeld in het tweede lid laat de aanvrager deze elektronische versie vergezeld gaan van een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij in het bezit is van het originele stuk, dat hij ter beschikking houdt van de openbare overheid.

Art. 6. De vereiste inzake aangetekende verzending van een formulier kan vervuld worden via technieken inzake aangetekende elektronische verzending die de voorwaarden bepaald door de Minister bevoegd voor de e-Regering in acht nemen.

Art. 7. De vereiste van de melding "gelezen en goedgekeurd" of van elke andere schriftelijke melding die de aandacht trekt van degene die zich verbindt, door de authenticatie van de herkomst van het schriftelijk kenmerk en door het behoud van de integriteit van de informatie, wordt vervuld d.m.v. elk door de openbare overheid erkend en gevalideerd procédé dat waarborgt dat de aandacht van degene die zich verbindt, gevestigd is met dezelfde efficiëntie op de draagwijdte van zijn verbintenis.

Art. 8. De zegel- of stempelvereiste betreffende een administratief stuk wordt vervuld via een elektronische handtekening overeenkomstig artikel 4, en onder toezicht, hetzij van de rechtspersoon die houder is van de zegel, hetzij van een persoon die de rechtspersoon zou kunnen verbinden.

Art. 9. De vereiste inzake de verzending in verschillende exemplaren wordt vervuld zodra de stukken langs de elektronische weg zijn overgemaakt, met inachtneming van de verzendingsmodaliteiten waarin voor de mededeling van het document door de openbare overheid voorzien wordt, en voor zover het gebruikte procédé de opslag van de informatie toelaat die in het document voorkomt met inachtneming van de functies van integriteit en duurzaamheid, en tegelijkertijd elke partij de mogelijkheid bieden om er toegang toe te hebben en om ze ongewijzigd te reproduceren.

Art. 10. Een openbare overheid is gemachtigd om uitsluitend langs de elektronische weg met een gebruiker te communiceren wat betreft specifieke en duidelijk geïdentificeerde communicaties, als deze gebruiker zijn vrije, voorafgaande, specifieke en op informatie berustende toestemming heeft gegeven om uitsluitend communicaties langs de elektronische weg te krijgen.

De openbare overheid zorgt ervoor dat er een duidelijke en begrijpelijke informatie wordt verstrekt met betrekking tot het recht om zich, voor de toekomst, te verzetten tegen een communicatie via de elektronische weg.

Art. 11. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 oktober 2014.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 tot toepassing van het decreet van 14 december 2006 betreffende de juridische erkenning van de elektronische formulieren van het Waalse Gewest voor de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet geregeld worden, wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegden de e-Regering behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2014/205165]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf

Bij besluit van de Directeur-generaal van 12 augustus 2014, dat uitwerking heeft met ingang van 17 juli 2014, wordt de heer Waldo VAN DE VELDE, te Dendermonde, als vertegenwoordiger van een werkgeversorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, ter vervanging van de heer Geert HEYLEN, te Gistel, van wie het mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen.

Paritair Comité voor het keramiekbedrijf

Bij besluit van de Directeur-generaal van 12 augustus 2014, dat in werking treedt op 14 augustus 2014, wordt Mevr. Lieve SCHAUBROECK, te Koksijde, als vertegenwoordigster van de werkgeversorganisatie, tot plaatsvervangend lid benoemd van het Paritair Comité voor het keramiekbedrijf, ter vervanging van de heer Rony VAN BELLE, te Brugge, van wie het mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2014/205165]

Direction générale Relations collectives de travail Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux

Par arrêté du Directeur général du 12 août 2014, qui produit ses effets le 17 juillet 2014, M. Waldo VAN DE VELDE, à Termonde, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation d'employeurs, membre effectif de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, en remplacement de M. Geert HEYLEN, à Gistel, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; il achèvera le mandat de son prédécesseur.

Commission paritaire de l'industrie céramique

Par arrêté du Directeur général du 12 août 2014, qui entre en vigueur le 14 août 2014, Mme Lieve SCHAUBROECK, à Koksijde, est nommée, en qualité de représentante de l'organisation d'employeurs, membre suppléant de la Commission paritaire de l'industrie céramique, en remplacement de M. Rony VAN BELLE, à Bruges, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.